

<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?763-Notes-sur-l-organisation-des>



Notes sur l'organisation des collectifs démocratiques (2/4)

- Documents par thèmes - Pour un projet d'autonomie - L'autonomie groupale : l'autogestion -

Démocratie directe Principes, enjeux et perspectives

*Deuxième partie
Lutter pour l'auto-gouvernement des peuples*

Date de mise en ligne : mercredi 5 novembre 2014



Brochure n° 20 bis Collectif Lieux Communs Mai 2014

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

(.../...)

[Voir la partie précédente](#)

3 à€” Aux sources de la dégradation des organisations politiques

Comment comprendre ce processus de dégradation des organisations politiques, dans son impressionnante diversité, et qui n'a cessé d'être un terrain de lutte spécifique durant tout le XXe siècle ? Dégénérescence, bureaucratisation, récupération, intégration ; tous ces phénomènes, aussi différents soient-ils, semblent pouvoir être ramenés à un principe unique : la transformation d'un élément subversif (organisation, initiative, lutte, personne, idée, slogan...) en un rouage de la société, c'est-à-dire un élément ne mettant plus en cause ses principes fondamentaux de fonctionnement, voire les renforçant. Ce mécanisme de désamorçage est devenu un lieu commun, qu'il s'agisse de la dérive vers une violence aisément manipulable (que l'on pense aux mouvements italiens des années de plomb), de la constitution d'une micro-oligarchie, de la corruption des personnes ou des causes, ou de la marchandisation des attitudes, des mots d'ordre, des symboles. Il barre évidemment la route à toute perspective de changement de société et doit à ce titre être examiné précisément.

Principe de la neutralisation du subversif

Historiquement [1], ce phénomène se perd dans la nuit des temps : toute critique, en actes ou en paroles, d'un pouvoir ou d'un ordre des choses participe la plupart du temps à sa reconnaissance, son maintien, voire à son renforcement. Au stade le plus élémentaire, châtier les contestataires est une démonstration de force qui légitime le pouvoir en place. A un niveau plus élevé, l'ordre établi bousculé par la critique pourra démontrer sa capacité à s'autojustifier, à démontrer son bien-fondé. Enfin, à la lisière de l'hétéronomie, le système peut faire la preuve de sa capacité de dialogue, de son ouverture à la critique, voire de sa possibilité de se transformer ouvertement pour s'adapter aux réalités. Ce sont là des jeux de pouvoirs vieux de plusieurs millénaires, que chaque grande civilisation a peu ou prou théorisés et rationalisés d'autant plus facilement que la contestation ne s'enracinait pas dans la remise en cause fondamentale des structures sociales et politiques mais se limitait plutôt à des révolutions de palais, des permutations des rôles ou des aménagements ponctuels des conditions de vie [2].

Ce processus de *digestion sociale* permet de dégager un principe fondamental, à première vue d'une grande banalité : un élément contestataire sera d'autant plus « intégré » à l'ordre des choses qu'il n'en conteste pas les fondements. A l'inverse, il sera d'autant plus difficile pour une société d'intégrer ce qui lui est étranger, hétérogène, novateur, dérangent, subversif. Si ce principe se conçoit facilement pour les sociétés traditionnellement closes sur elles-mêmes et reposant sur un socle indiscutable de valeurs affirmées une fois pour toutes, il doit être approfondi pour celles issues de la modernité, qui se caractérisent justement par une porosité au nouveau, une tolérance à ce qui surgit, une ouverture au désordre, et même une reconnaissance de fait de la dissidence, de la déviance, de l'imprévu, du chaos. Cette dernière caractéristique est à la fois celle du projet profondément démocratique et celle du délire capitaliste d'accumulation, qui semble même en faire son principal moteur.

Il faut donc établir un deuxième principe : en elle-même, l'intégration d'un élément subversif à l'ordre social est un processus central de nos sociétés occidentales. Ainsi, le capitalisme se serait écroulé cent fois si les luttes ouvrières ne l'avaient forcé à se réformer, notamment par l'augmentation continue des salaires, provoquant l'émergence de la société de consommation à€” le « fordisme » à€” ou encore l'instauration d'un État-providence directement issu des caisses de solidarité, mutuelles et assurances ouvrières [3]. Ce mécanisme a été compris comme une reconnaissance de la légitimité des revendications et, surtout, les a nourri en retour pendant des siècles ; les reculades du pouvoir étaient autant de batailles gagnées annonçant une lointaine mais inéluctable victoire finale.

Tout au contraire, il est aujourd'hui compris comme une diabolique « capacité du système à tout récupérer » qui conduit à désespérer... Il renvoie donc, avant tout, au fond, au *désir* et à la *volonté populaire* : s'agit-il dans telle grève, telle idée, telle organisation, de renverser la société actuelle ou seulement de l'aménager ? L'intégration dans la société existante agit alors finalement comme un filtre faisant apparaître l'élément subversif sous un nouveau jour, un révélateur qui interroge autant ses visées fondamentales que le choix de ses moyens.

On peut donc poser un troisième et dernier principe : l'accent ne doit pas être mis sur la puissance de phagocytage du « système » mais sur l'aptitude de ce qui surgit à être assimilé d'une manière ou d'une autre. Autrement dit, ce ne sont pas nos sociétés qui sont omnivores, ou plutôt elles ne le sont que parce que le subversif tend, *de lui-même*, à se rendre équivalent à ce qui existe déjà. Dénoncer la toute-puissance maléfique supposée du « système » occupe aujourd'hui 90 % de la littérature prétendument « subversive » (le reste étant consacré à la glorification d'expériences miraculeuses) : il serait temps de sortir de cette fascination morbide pour se concentrer sur *nos* faiblesses, celles des forces de transformation sociale démissionnant de leur rôle passé les premiers rapports de force.

On ne fait ici que revérifier l'avachissement et la quasi-disparition de la volonté populaire d'autotransformation sociale, sans laquelle la meilleure organisation politique devient dans l'instant une courroie, une goutte d'huile ou une soupape de plus dans la machinerie sociale. Il nous faut maintenant aborder les mécanismes de la désaffection politique, non à l'échelle individuelle ou au niveau macrosocial — cela a été fait ailleurs [4] — mais bien sur le plan intermédiaire qu'est la collectivité immédiate et, plus précisément, le collectif politique.

Déconnexion d'avec l'activité populaire

Pour être ce milieu où des êtres humains se forment et agissent pour « l'indépendance du monde », ces organisations politiques formelles ou informelles ne peuvent qu'être articulées les unes aux autres, et ne peuvent l'être que plongés dans une *collectivité anonyme mais concrète* pour laquelle ces contre-institutions font sens. Ces conditions furent particulièrement réunies durant toute la période du mouvement ouvrier, qui court du XVIIIe à la moitié du XXe siècle et dont on n'a toujours pas mesuré l'ampleur. C'était une circulation incessante entre idées et pratiques : une Olympe de Gouges, un Owen ou un Fourier inspiraient des expérimentations sociales, qu'elles se déroulent en famille, dans la fabrique, l'atelier ou l'usine, sur quelques lopins de terre des antipodes ou de la contrée voisine, et celles-ci inspiraient en retour ceux (parfois les mêmes) qui pourvoyaient, lors de lectures communes ou de cours d'alphabétisation, de quoi aider les grévistes du lieu, l'émeutier embastillé, la société secrète [5]. L'histoire du syndicalisme, peut-être plus que tout autre, montre le destin de ces organisations devenant progressivement des organes autosuffisants ne fonctionnant plus que pour leurs propres intérêts. Un des premiers symptômes de la dégradation de ces organisations, et concomitamment de la désaffection populaire pour la politique, est bien leur déconnexion d'avec ce peuple vivant et leur transformation en appareils s'arrogeant le rôle de *direction des luttes* — la fin, alors, permettant tous les moyens.

Phénomène d'oligarchisation et de clôture

Fin de la visée populaire de transformation sociale et autarcie croissante des organisations : ces deux phénomènes s'alimentent mutuellement, réinstaurant une hiérarchie dans un mouvement populaire profondément égalitaire. C'est le cas, cerné historiquement [6], de la *bureaucratization progressive des organisations ouvrières* — aujourd'hui, on dirait plutôt *oligarchisation*. Certes, l'émergence d'une clique de décideurs au sein d'une association, d'un cercle de discussion, d'une communauté ou d'un collectif de grève ne fait que décourager chacun de participer sur un pied d'égalité, mais le surgissement d'un appareil confisquant le pouvoir ne peut se faire que lorsque, *déjà*, les affaires communes ne sont plus une préoccupation générale et que, de délégation implicite en démissions silencieuses, les décisions continuent malgré tout de devoir être prises.

Ce mécanisme de divorce entre une organisation et la population, ou entre un appareil de direction et des membres,

est ce mécanisme même de *clôture* par lequel un collectif devient *inquestionnable* : il s'enferme de lui-même dans ses postulats, privé de tout apport extérieur qui viendrait bousculer ses représentations. Livré à lui-même, ses principes deviennent une idéologie close et son organisation une structure rigide. S'identifiant à la cause qu'il prétend défendre et devenu par ce biais incriticable, il est désormais incapable d'examiner ce qui le constitue, et particulièrement ce qui, en *lui*, qu'il le veuille ou non, appartient à l'ordre institué.

Processus d'institutionnalisation

En s'institutionnalisant, l'organisation politique va progressivement se borner à développer et hypostasier, sur un mode qui lui est singulier, les idées, les postures, les principes, les fonctionnements propres à la société à laquelle elle était censée s'opposer. Les voies peuvent être variables, la logique est toujours la même et renvoie à ce qui *dans le collectif* se met à lui ressembler – on a parlé de *principe d'équivalence* pour expliquer ce mode d'institutionnalisation [7]. La question n'est donc pas *qui* corrompt, qui récupère, *qui* bureaucratise, *qui* oligarchise ou *qui* marchandise – pour autant que ces questions puissent recevoir une réponse –, mais bien *ce qui*, dans l'organisation, la rend *corruptible*, *bureaucratisable*, *oligarchisable*, *marchandisable*, bref *récupérable*. Il n'est souvent pas difficile de le déceler : aucune création sociale ne tombe du ciel ni ne jaillit toute armée de la cuisse de Jupiter ; *tout* ce qui existe *ne peut* s'être constitué *que* de ce qui existe déjà. Le radicalement nouveau, pour nouveau qu'il soit, apparaît avec les formes, la langue, les modes d'être de la société où il naît.

Ainsi le marxisme apparaît-il dans un XIXe siècle traversé de progressisme, d'évolutionnisme, de rationalisme, de scientisme, de technicisme et d'économisme. Et en s'affirmant comme Science universelle de l'aventure humaine, il aménage une litière idoine pour l'autoritarisme – les anarchistes de la Première Internationale ne s'y sont pas trompés – qui, débarrassé de tout l'héritage démocratique des sociétés occidentales, deviendra le totalitarisme. Un processus analogue se déroule sous nos yeux : tout ce que l'on regroupe sous le terme d'« Écologie » remet radicalement en cause les fondements de la civilisation occidentale (ou même de toute civilisation), plus que n'importe quelle doctrine existante, mais c'est bien son versant environnementaliste, techniciste et gestionnaire qui est aujourd'hui promu. Autrement dit, le mécanisme de récupération est un processus par lequel est privilégié et hypertrophié ce qui appartient, *dans ce qui surgit*, au déjà existant.

Posture, racines et permanence de l'avant-garde

Il y a donc à examiner les soubassements idéologiques de toute organisation à prétention politique, a fortiori celles se destinant à lutter pour la démocratie. De tous les éléments idéologiques qui les ont traversées et les traversent encore largement, isolons-en un particulièrement important quant à notre propos : la notion d'avant-garde. La notion paraîtra anachronique : on verra qu'elle ne l'est guère, et nous permet au contraire d'ancrer les impasses actuelles dans les dilemmes historiques.

La dernière fois que la « question de l'organisation » fut discutée sérieusement et de manière approfondie, c'était en 1958, au sein du groupe-revue *Socialisme ou Barbarie*, lors de la controverse entre Claude Lefort et Cornelius Castoriadis [8]. Le groupe-revue opérait alors une rupture graduelle mais profonde d'avec le marxisme-léninisme ; les termes du débat qui furent alors posés restent d'actualité, et sont familiers à quiconque s'est mêlé, même fugacement, d'un collectif assumant quelques visées politiques.

C. Castoriadis affirmait la nécessité d'une organisation capable de confronter les théories et les pratiques, de formuler des objectifs clairs et des moyens envisageables, c'est-à-dire d'affronter raisonnablement et sans délai les questions que rencontrera inmanquablement tout soulèvement populaire. La position – *a posteriori* – libertaire de Cl. Lefort se voulait profondément démocratique en réfutant toute tendance d'une organisation politique à affirmer une quelconque direction : la révolution, si révolution il doit y avoir, sera celle des gens eux-mêmes spontanément organisés, et le travail militant doit se borner à mettre ceux-ci en relation ainsi qu'à stimuler la formation d'un réseau

ouvert d'échanges. La rupture est profonde, et amène Cl. Lefort et ses partisans à fonder ILO (*Informations et Liaisons Ouvrières*, qui deviendra ICO, *Informations et Correspondances Ouvrières*) tandis que C. Castoriadis dissoudra *Socialisme ou Barbarie* un an avant Mai 68, participant au déclin de la position « organisationnelle » ou « programmatique ». De son côté, la position « spontanéiste » connaîtra, et connaît toujours, un succès durable. Car c'est peu de dire que l'antitotalitarisme, ou plutôt la *mode* qui suivit, balaya toute tentative explicite de réexaminer ces positions, au point de rendre *suspecte* toute velléité de formulation d'un projet politique. Alors qu'aujourd'hui les tenants des avant-gardes politiques ou intellectuelles n'échappent plus au ridicule de leur posture et de leurs pseudo-théories qu'en les renouvelant sans cesse à partir du même thème, l'engouement pour les « réseaux » depuis les années 1990 n'a fait que refouler sans fin la question d'un *leadership* d'autant plus opérant qu'il est inassumable [9] et se trouve organiquement incapable de formuler un quelconque projet de société conséquent [10]. Les termes de 1958 ont même pris un tour caricatural : ils sont devenus une opposition stérile entre *autoritarisme* et *spontanéisme* [11], sans que les principes d'une organisation politique ne soient réellement à nouveau discutés.

Il nous semble que la seule issue est d'examiner le terrain sur lequel ces positions s'affrontent (de plus en plus mollement) pour comprendre en quoi elles ne forment finalement qu'une figure complémentaire, qui a parcouru tout le mouvement d'émancipation depuis son apparition sans que ses postulats ne soient remis en cause. Car la polémique Cl. Lefort / C. Castoriadis rappelle fortement l'opposition Rosa Luxemburg / Lénine ou la controverse Proudhon / Marx à la fin du XIXe siècle. Notons que c'est durant ce même XIXe siècle qu'apparurent les avant-gardes artistiques [12], phénomène nouveau où la création intellectuelle commence peu à peu à se distancier de son public, qui ne la reconnaît comme telle qu'avec plusieurs décennies de « retard » [13] et parallèlement, le rapport de la société aux découvertes scientifiques s'édifie selon le même schéma. C'est la période durant laquelle domine le *progressisme*, cette idéologie du Progrès que l'on pourrait qualifier, à la suite de C. Lasch, de quasi-religion.

L'idéologie du Progrès

C'est donc dans ce champ polarisé autour du Progrès comme processus inéluctable de l'humanité que s'opposent deux tendances : les partisans d'une organisation susceptible de se transmuier en avant-garde, car annonçant les étapes politiques à venir, et les tenants d'une anti-organisation qui ne ferait que révéler à chacun les dynamiques progressistes qu'il porte à son insu.

Comme le disait Lefort afin de pointer l'autoritarisme intrinsèque au principe même d'organisation : « *Lénine moins qu'aucun autre n'a jamais revendiqué* [que le parti soit un organe de pouvoir] » [14]. Mais ce que ni Lefort ni Castoriadis ne voyait alors, c'est que, pour paraphraser Trotski parlant du prolétariat, il ne s'agit pas de ce que Lénine se représente comme objectif du Parti bolchevik, mais bien de ce que, compte tenu du statut du savoir sur lequel repose ses analyses, il est contraint de faire : s'il s'agit bel et bien du *Savoir absolu* hégélien sur l'Histoire, du Destin de l'Humanité, donc de la direction que prennent, indépendamment de toutes les vicissitudes des événements, toutes les sociétés humaines, alors *cette fin ne peut que justifier tous les moyens possibles*. Autrement dit, toute organisation se réclamant d'une telle Vérité ne peut que tendre à l'autoritarisme, à la bureaucratisation, voire au totalitarisme. Dans ce contexte, la réaction symétrique consiste en un spontanéisme anti-organisationnel et anti-programmatique, mais reposant toujours sur la certitude avant-gardiste que ce que les gens font, veulent, désirent et projettent, ou peuvent vouloir, désirer et projeter, *ne peut qu'aller dans le sens de l'histoire* [15].

Ce progressisme et sa métaphysique demeurent : il y a bien un but ultime à l'aventure humaine et il peut être donné de le deviner à quelques-uns, en attendant de l'être à tous. Restent les divergences sur les moyens de l'atteindre. Quant à ce but lui-même, ses accents religieux sont évidents : il s'agit bien de la réalisation d'un paradis terrestre, lieu de félicité où rien ne fait plus obstacle à tous les désirs.

On retrouve là la matrice commune au capitalisme ou, plus exactement, au libéralisme contemporain, dont les

versants économiques et culturels sont plus actuels que jamais. Comme le relevait H. Arendt, « tout est possible » est le slogan du totalitarisme, mais également celui du libéralisme économique et culturel ou de la contestation d'extrême-gauche [16]. Tout est possible parce que tout ne peut qu'aller, finalement, dans le même sens. Pousser l'analyse plus loin pour montrer la filiation avec les grands schèmes religieux du judéo-christianisme sortirait du cadre de ce texte. Notons plutôt que la critique de la figure du militant enrégimenté a été faite depuis le milieu du XXe siècle [17], sonnante le glas de l'organisation hiérarchique, centralisatrice et autoritaire, mais que la critique de la figure qui lui a succédé reste à faire : celle du militant bobo libéral-libertaire, bien-pensant et sans attaches, dont le tourisme politique éventuellement « radical » s'accommode d'autant mieux de ses multiples « réseaux » qu'ils le dispensent de tout engagement cohérent et durable comme de toute interrogation élaborée [18].

Résumons-nous pour clore cette longue partie un peu abstraite : La dégradation des formes d'organisation politiques provient d'un mécanisme de clôture qui les rendent hermétiques à tout questionnement. Aveugles à leurs propres déterminations, ce sont les éléments appartenant à la société existante qui sont hypostasiés lors de l'institutionnalisation, et notamment la posture avant-gardiste, qui est inséparable de l'idéologie d'un Progrès inéluctable dont les militants seraient annonciateurs.

(.../...)

[Troisième partie disponible ici](#)

[1] Ce passage est la reprise d'un échange mail de mai 2009 sur le sujet, disponible sur notre site.

[2] Cf. à ce sujet « La confusion occidentale » dans notre brochure *Malaise dans l'identité*, mai 2012, disponible sur notre site.

[3] Évidences inconnues des adorateurs de M. Foucault : cf. « Bio-pouvoir : un concept incohérent et dangereux », de N. Poirier, revue *Les temps modernes*, n° 640, 2006.

[4] Cf. « Entrée en période troublée », *op. cit.* et « Notes sur le mouvement social d'octobre 2010 » dans notre brochure n° 16 *Octobre 2010, une lutte à la croisée des chemins*, mars 2011.

[5] On lira à ce sujet E. P. Thompson, *op. cit.*, ainsi que *La nuit des prolétaires*, de J. Rancière, Fayard 1981.

[6] On trouvera une excellente synthèse de ces réflexions dans G. Lapassade, *Groupes, organisations, institutions* (1970), Anthropos 2005, et du même auteur *Bureaucratie, bureaucratisme, bureaucratisation* revue *Arguments*, 1978, disponible sur le site.

[7] Terme qui « désigne le processus par lequel des forces sociales ou marginales ou minoritaires ou anomiques (ou les trois à la fois) prennent forme, sont reconnues par l'ensemble du système des formes sociales déjà là. L'institué accepte l'instituant lorsqu'il peut l'intégrer, c'est-à-dire le rendre équivalent aux formes déjà existantes » (in Lourau R., 1973 ; « L'effet Muhlmann », revue *L'Homme et la Société*, dossier « Analyse institutionnelle et politique »).

[8] On en trouvera une synthèse dans Philippe Gottraux, « *Socialisme ou Barbarie* », *un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.

[9] Cf. le classique de Joe Freeman, « La tyrannie de l'absence de structure », 1970, disponible sur notre site.

[10] On lira à ce propos les pertinentes réflexions de B. Frère sur feu le mouvement altermondialiste, « Une organisation politique libertaire est-elle possible ? », mai 2010, sur Contretemps.eu (à ne pas confondre avec l'excellent site Acontretemps.org).

Notes sur l'organisation des collectifs démocratiques (2/4)

[11] Opposition parfaitement visible dans le phénomène des coordinations des années 80, analysées par J.-M. Denis dans *Les coordinations. Recherche désespérée d'une citoyenneté*, Syllepse 1996.

[12] On connaît le succès de la fusion de ces deux avant-gardismes (annoncée symboliquement par la partie d'échec Tzara-Lénine en Suisse, pointée par R. Lourau dans *Autodissolution des avant-gardes*, Galilée, Paris 1980), particulièrement par le surréalisme et ses dérivés ultérieurs comme L'Internationale Situationniste.

[13] Cf. « Transformation sociale et création culturelle » de C. Castoriadis in *Le contenu du socialisme*, 10/18, 1979.

[14] Cl. Lefort, « L'expérience prolétarienne » (1952), in *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, 1979, Paris, Gallimard, p. 67.

[15] Pour une application de cette idéologie sur le terrain inter-culturel, cf. « La confusion occidentale » *op. cit.*

[16] On lira sur ce point les excellentes analyses de J.-C. Michéa, qui font suite à celles de C. Lasch, G. Orwell ou P. P. Pasolini. La convergence idéologique entre l'extrême-gauche et le libéralisme se fait aussi aisément d'un point de vue organisationnel, notamment à travers la forme « réseau » : cf. P. Musso, *Critique des réseaux*, puf, 2003.

[17] On se référera au célèbre *Le militantisme, stade suprême de l'aliénation*, par l'Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires, 1972.

[18] Même si le vite oublié *Vivre et penser comme des porcs. De l'incitation à l'envie et à l'ennui dans les démocraties-marchés*, de Gilles Châtelet (Exils, 1998) reste une considérable contribution à l'intelligence de la situation. On lira également « Anomie et groupe politique affinitaire », juillet 2012, disponible sur notre site, et tous les auteurs cités note 1.